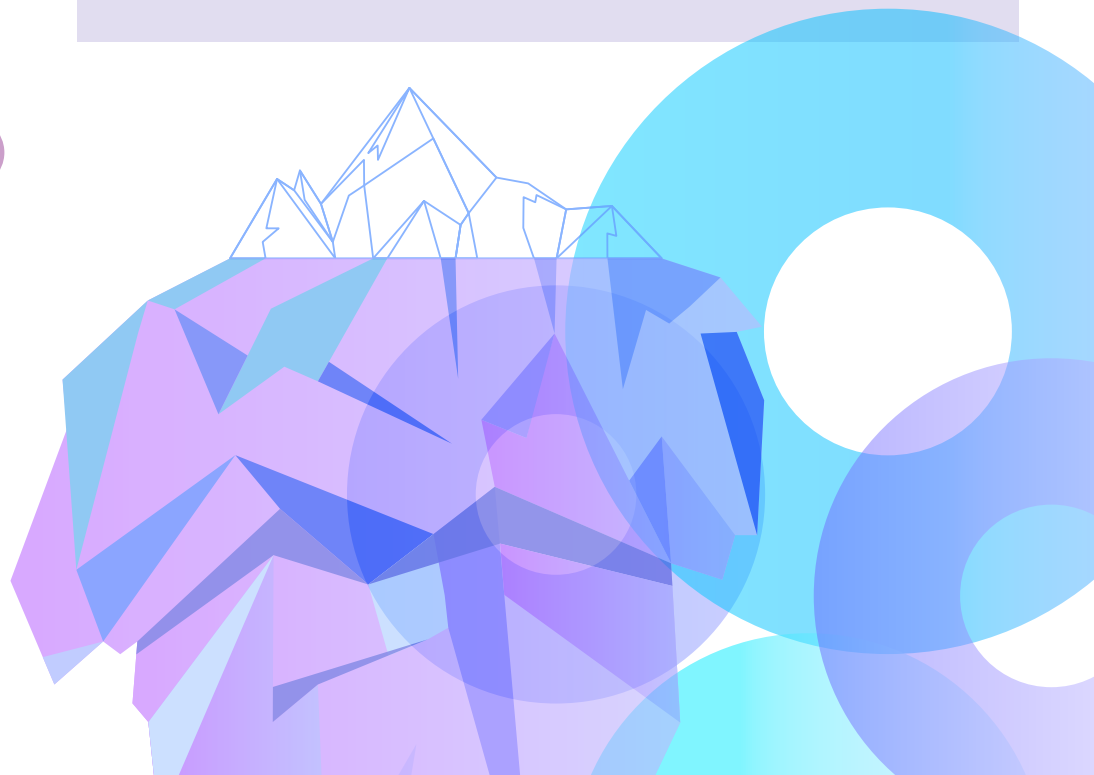


L'enquête Iceberg

Une enquête inédite, novatrice et d'utilité publique sur les violences sexistes, sexuelles, LGBTIQ+phobes (VSS+) et les violences domestiques

- L'enquête Iceberg permet de mesurer l'ampleur des violences sexistes, sexuelles, LGBTIQ+phobes et domestiques, d'en évaluer les conséquences, ainsi que le niveau de prise en charge des personnes concernées.
- Elle a été réalisée à partir d'un échantillon représentatif de la population adulte du canton de Genève. Sur 10'000 personnes sollicitées, 4291 y ont participé, ce qui représente un taux de réponse de 42,7%.
- Il s'agit de la première enquête de prévalence sur ces thématiques en Suisse réalisée en population générale, c'est-à-dire auprès de l'ensemble de la population d'un espace donné.

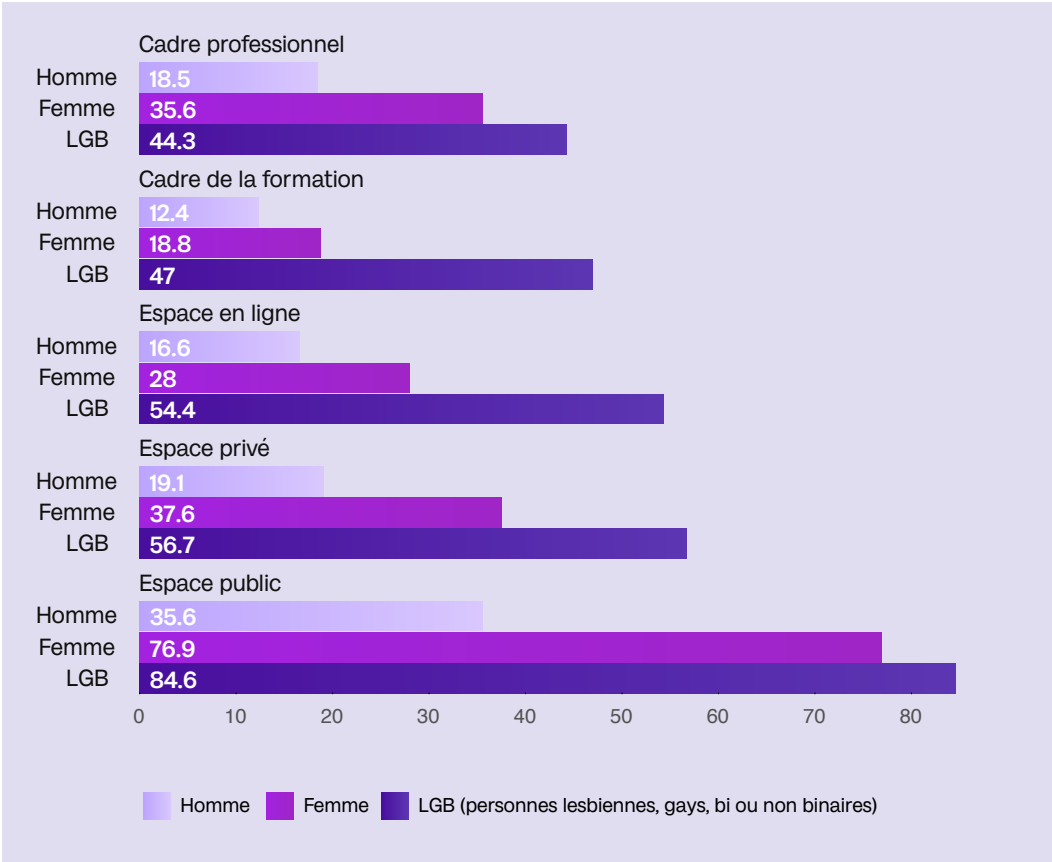


Résultats

Un rejet inégal des normes facilitant les violences

Bien que l’adhésion à des normes favorisant les violences reste globalement minoritaire dans l’ensemble de la population, certaines idées continuent d’être largement répandues. Par exemple, un quart des personnes interrogées trouvent normal que des parents ressentent de la déception ou de la colère si leur enfant est LGBTIQ+. Par ailleurs, les jeunes hommes remettent moins souvent en question les normes liées à la domination masculine dans le couple ainsi que les violences éducatives. Ainsi, parmi les 18-24 ans, seuls 36,9 % des hommes déclarent être totalement en désaccord avec l’idée que « l’homme a naturellement plus d’autorité dans le couple », contre 69,6 % des femmes du même âge. En comparaison, 57,2 % des hommes de plus de 65 ans rejettent cette idée.

Part de la population genevoise ayant vécu des VSS+ au cours de leur vie d’adulte, par contexte



Les VSS+ sont des violences fréquentes, genrées et lourdes de conséquences

Les violences sexistes, sexuelles, LGBTIQ+phobes et domestiques sont

- **Très fréquentes.** Par exemple, une femme sur quatre (26 %) a déjà subi des attouchements sexuels, une femme sur dix a été confrontée à une tentative de viol, et 8,3 % ont déjà été victimes de viol en dehors du couple.
- **Ancrées dans des rapports de genre.** Elles touchent très majoritairement les femmes et les personnes LGBTIQ+, et sont le plus souvent commises par des hommes.
- **Lourdes de conséquences** pour la santé physique et mentale ainsi que pour l'insertion sociale des victimes. Elles affectent également la société dans son ensemble, en influençant par exemple l'usage de l'espace public ou encore le monde du travail.
- **Fortement influencées par leur contexte.** La forme des violences (psychologique, physique, sexuelle, harcèlement), leur fréquence, leurs conséquences sur la santé et le non-recours à l'aide varient selon les contextes dans lesquels elles se produisent.

Dans le cadre professionnel : 44,3 % des personnes lesbiennes, gays, bi ou non binaires (LGB), 35,6 % des femmes et 18,5 % des hommes ont déjà été confrontés à une VSS+ sur leur lieu de travail actuel. Une femme sur dix à Genève a déjà quitté son emploi à la suite de violences. Les femmes travaillant dans des environnements majoritairement masculins sont particulièrement exposées : lorsque 80 % de leurs collègues sont des hommes, 28,9 % des femmes déclarent avoir subi des VSS+, contre 11,9 % lorsque 80 % de leurs collègues sont des femmes.

Dans le cadre de la formation, les personnes LGB sont significativement plus exposées aux VSS+ que les femmes et les hommes : 47,0 % des personnes LGB, 18,8 % des femmes et 12,4 % des hommes ont subi des VSS+ au cours d'une formation.

L'espace public est le lieu où les femmes et les personnes LGB subissent le plus de violences : 84,6 % des personnes LGB, 76,9 % des femmes et 35,6 % des hommes déclarent avoir été victimes de VSS+ dans l'espace public. Les jeunes femmes y sont particulièrement exposées : parmi les 18-24 ans, plus de trois quarts ont vécu des VSS+ dans l'espace public au cours des 12 derniers mois. Les espaces publics ouverts, les transports en commun et les lieux festifs sont les principaux lieux de survenue de ces violences. Une femme sur trois indique avoir modifié son comportement dans l'espace public à la suite de ces violences. Dans 85 % des cas, les auteurs sont des hommes inconnus des victimes.

Les espaces privés, tels que chez des amis ou chez soi, mais ne relevant pas des relations de couple ou familiales, sont des contextes encore peu étudiés, mais où les violences sont très fréquentes : « 56,7 % des personnes LGB, 37,6 % des femmes et 19,1 % des hommes ont déjà subi une forme de VSS+ dans un

espace privé. Ces lieux sont aussi ceux où se produisent le plus de violences sexuelles et les violences ayant les impacts les plus lourds sur la santé des victimes: une femme sur cinq (19,5 %) à Genève a vécu des violences dans un espace privé ayant eu des répercussions sur sa santé mentale contre un homme sur 15 (6,7 %). Les auteurs sont majoritairement des hommes connus des victimes.

Les cyberviolences touchent fortement les personnes LGB: 54,4 % des personnes LGB, 28,0 % des femmes et 16,6 % des hommes ont vécu des VSS+ en ligne. Les femmes et les personnes LGB âgées de 18 à 30 ans sont les plus exposées.

Les violences domestiques graves touchent davantage les femmes que les hommes. Les différences entre hommes et femmes s'accroissent avec la gravité des violences, et deviennent particulièrement marquées lorsqu'on prend en compte leur caractère coercitif, répétitif, sexuel, ainsi que leurs conséquences. Une femme sur quatre (24,8 %) et un homme sur huit (11,5 %) ont souffert de troubles psychologiques à la suite de violences en couple. Par ailleurs, 16,6 % des femmes et 8,6 % des hommes rapportent des atteintes graves à leur santé mentale (dépression, anxiété, crises de panique, pensées suicidaires). Plus d'une femme sur dix (11,3 %) déclare avoir été violée par un partenaire ou ex-partenaire. Les viols sont plus fréquents dans la sphère du couple qu'en dehors.

Le stalking (harcèlement obsessionnel) est une forme de violence fréquente, à la frontière entre les violences en couple et hors du couple. Au total, 28,6 % des habitantes et habitants du canton déclarent avoir déjà subi au moins une forme de stalking. Parmi les 25-30 ans, 56,0 % des femmes et 30,3 % des

hommes en ont été victimes. Dans la majorité des cas, l'auteur est un homme: il s'agit dans 62,2 % des cas d'un ex-partenaire, dans 19,0 % d'une connaissance de la victime, et dans 18,4 % d'un inconnu. L'intégration du stalking comme infraction dans le Code pénal pourrait entraîner une augmentation importante des dépôts de plainte et une meilleure prise en compte de cette problématique.

Les violences intrafamiliales psychologiques et LGBTIQ+phobes touchent une part importante de la population. Ainsi 39,2 % des personnes LGB, 19,0 % des femmes et 9,6 % des hommes disent qu'un membre de leur famille ou un proche de leur famille a ou avait l'habitude de les insulter, les humilier, ou de critiquer leur apparence physique, leurs opinions ou leurs capacités. Concernant les violences sexuelles, 6,8 % des personnes LGB, 7,8 % des femmes et 1,5 % des hommes ont déjà subi des attouchements sexuels de la part d'un membre de leur famille ou d'un proche de la famille.

Le non-recours à la suite de violences graves reste la norme. Ainsi, 79,1 % des personnes ne sollicitent aucune aide externe après avoir subi dans l'espace public une violence ayant eu des conséquences sur la santé ou leur comportement; 52,4 % des personnes victimes de violences graves en couple ne font appel à aucun soutien extérieur.

Les proches et le corps médical constituent les principaux soutiens des victimes. Quel que soit le contexte, les personnes victimes de violences se tournent en priorité vers leur entourage: proches, collègues, famille. Lorsqu'elles sollicitent une aide externe, ce sont les professionnelles et professionnels de la santé qu'elles contactent en premier lieu.

Le réseau institutionnel, associatif et d'hébergement ne prend en charge qu'une minorité des personnes victimes de VSS+ ou de violences en couple. Seules 1,4% des femmes ayant quitté leur domicile en raison de violences conjugales se sont tournées vers un lieu d'hébergement pour victimes.

Des violences qui s'inscrivent dans un contexte plus large.

Les sources, les conséquences et les prises en charge des violences ne peuvent être comprises indépendamment du contexte global dans lequel elles s'inscrivent. Le racisme, combiné au sexisme, surexpose les femmes racisées aux VSS+ dans l'espace public et en ligne. Les conséquences de ces violences dépassent les victimes directes et affectent la société dans son ensemble. Le manque d'accès aux soins, la crise du logement, la précarité ou encore le statut migratoire sont autant de facteurs qui freinent la mise en sécurité rapide des victimes ou compliquent leur prise en charge.



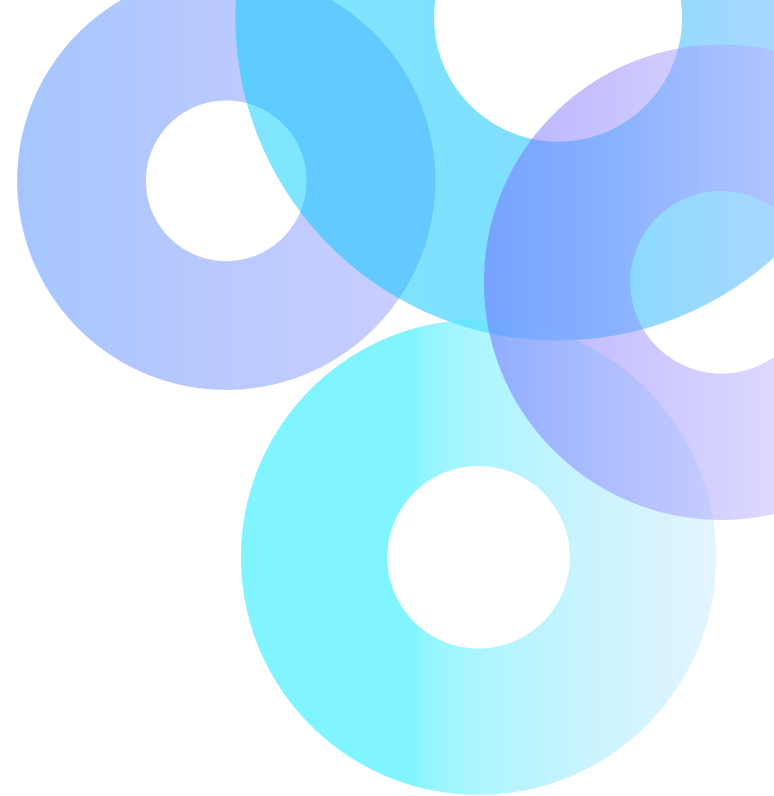
Perspectives

Les résultats de l'enquête montrent que les violences sexistes, sexuelles, LGBTIQ+phobes et domestiques sont largement répandues, et que le réseau institutionnel et associatif ne prend en charge qu'une partie des personnes qui en sont victimes.

Fort de ces constats, l'État entend poursuivre et renforcer ses efforts pour prévenir ces violences, lutter contre le non-recours, intensifier ses campagnes d'information et ses actions de sensibilisation, améliorer la détection, l'orientation et la prise en charge des victimes.

Vous trouverez des informations plus détaillées dans le rapport complet présentant les résultats de l'enquête.

Pour aller plus loin, un rapport spécifique sur les violences LGBTIQ+phobes, prenant en compte le suréchantillonnage de 287 personnes LGBTIQ+, sera publié à l'automne 2025. L'équipe du BPEV reste à disposition pour toute collaboration ou analyse complémentaire de l'enquête. Les données seront mises à disposition des chercheuses et chercheurs en Suisse, sur présentation d'un plan d'analyse et de recherche. L'enquête sera reconduite régulièrement afin de suivre l'évolution de la situation et d'ajuster les politiques publiques de lutte contre les VSS+ et les violences domestiques.



Juin 2025

Département des finances, des ressources
humaines et des affaires extérieures (DF)

Bureau de promotion de l'égalité et
de prévention des violences (BPEV)

Tél. +41 22 388 74 50

egalite@etat.ge.ch

www.ge.ch/dossier/egalite-lgbtqi-violences